

La métropole et ses territoires : quelles alliances possibles ?

Une auto saisine citoyenne à Bordeaux Métropole

Bart S., Raibaud Y., *Revue Pouvoirs Locaux* n°111/2017, p.49-58¹

La métropole bordelaise ne fait pas partie des villes en déclin. Sa croissance économique et démographique est régulière, bien que modérée. Jacques Chaban-Delmas rêvait en 1965 d'une métropole millionnaire : elle compte aujourd'hui moins de 800 000 habitants. Trois grands secteurs économiques, le vin, l'aéronautique et le tourisme, entraînent derrière eux une activité économique diversifiée et créatrice d'emploi. L'attractivité de la ville est patente depuis quelques années et repose en particulier sur un patrimoine remarquable qui se complète aux différentes échelles territoriales : un vaste centre ville historique, des territoires ruraux préservés en périphérie proche, la richesse du patrimoine aquitain : littoral touristique de Biarritz à La Rochelle, Périgord, Landes et Pays Basque (Raibaud, 2013).

Deux évolutions majeures ont marqué un bouleversement dans la coopération des acteurs locaux. En 2016 la Communauté urbaine de Bordeaux devient Bordeaux Métropole et la Région Aquitaine devient Nouvelle Aquitaine, la plus vaste des régions françaises en superficie après l'absorption du Poitou, des Charentes et du Limousin. Ces évolutions s'appuient sur des transformations territoriales dues autant à la promulgation récente de lois cadres (Programmation pour la Ville et la Cohésion Urbaine, Modernisation de l'Action Publique Territoriale et Affirmation des Métropoles, Nouvelle Organisation Territoriale de la République...) qu'à des dynamiques locales ancrées (développement urbain de Bordeaux et de ses communes périphériques, croissance démographique du littoral girondin, attractivité internationale...) qui modifient sensiblement les modes de vie des habitant.e.s, comme c'est le cas de la plupart des métropoles françaises (Pasquier, 2012). On peut prendre comme exemple très concret de leur impact sur la vie quotidienne la saturation récente et soudaine de la rocade bordelaise, l'augmentation des loyers, les transports urbains débordés par l'affluence.

Par ricochet d'autres réorganisations surviennent : l'intégration croissante des communes du Libournais ou du Bassin d'Arcachon dans les coopérations intercommunales élargies font entrer par dizaines les communes rurales dans des communautés urbaines déjà fortement organisées, comme c'est le cas un peu partout en France : on peut citer les exemples de Montbéliard/Belfort qui vient d'intégrer 44 communes rurales ; de Nancy, plus grand Scot de France intégrant un vaste territoire rural, déjà organisé en communautés de communes ; de Nantes Saint-Nazaire, partagée entre un tissu plus urbain et industriel au Nord, plus rural au Sud, avec le souci de préserver les territoires agricoles à l'intérieur des zones urbaines ou de Grenoble, une ville qui s'est faite métropole (450 000 habitants) en se rattachant des territoires ruraux en zone de montagne². Modifications et concentrations ne vont pas de soi. Une certaine défiance s'exprime, en particulier dans un territoire rural qui se sent menacé et dépossédé de son accès direct à la décision publique³.

C'est dans ce contexte de réorganisation des territoires que le Conseil de Développement Durable de Bordeaux Métropole (C2D) a proposé aux élu.e.s de s'autosaisir de la question des territoires. Le C2D a donné la parole aux habitant.e.s : comment sont vécues ces transformations ? Quels impacts ont-elles au quotidien ? A travers l'auto saisine « La métropole et ses territoires » ce texte questionne la notion d'alliance territoriale (proposée comme perspective scientifique au colloque de Rennes, le 19 octobre 2017) en relatant une recherche faite de conférences, débats, forums. Celles et ceux qui se sont exprimé.e.s (et les universitaires et personnes expertes qui les ont accompagnés) révèlent des façons de faire avec l'espace qui tiennent du bricolage et défient souvent les logiques organisationnelles (Raibaud, 2009) : habitant.e.s du monde rural qui travaillent en ville, employé.e.s résidant au centre et travaillant en périphérie, elles et ils partagent leur goût pour les espaces de loisirs de la côte ou de l'intérieur, ont des stratégies scolaires adaptées et rejoignent parfois par avion ou bus *low cost* leurs familles restées à l'étranger. Leur attachement

¹ Simon Bart, chargé d'étude, C2D de Bordeaux Métropole, Yves Raibaud, géographe, Université Bordeaux Montaigne, UMR Passages, vice-président du C2D de Bordeaux Métropole.

² Conseil National des Conseils de Développement, séminaire du 24 mars 2017.

³ Le déficit de participation s'exprime alors moins par l'abstention qui reste faible que par la montée d'un vote protestataire. Celui-ci s'est concrétisé par exemple par une très forte poussée du vote Front National aux dernières élections, dans un territoire traditionnellement ancré à gauche (Sud-Ouest 14 avril 2017, Jacques Lévy, 2013).

à ces territoires imbriqués s'exprime par des sentiments contrastés, nourris des faits qui rythment leur vie, avec ou sans emploi, à l'école, seul.e ou en famille, âgé.e ou handicapé.e. A travers leurs prises de parole, ville, banlieue et monde rural sont constamment redéfinis dans des représentations tantôt antagonistes, tantôt consensuelles où percent les solutions du vivre ensemble.

Les avantages et les coûts de la métropolisation se mesurent en allongement du temps passé dans les transports mais aussi en amélioration des services et appropriation des espaces symboliques. Par exemple : la transformation patrimoniale de Bordeaux et de son cœur de ville, autour du fleuve, est appréciée comme un bien commun autour duquel peuvent s'organiser les coopérations et les dialogues (sur l'environnement, les loisirs, l'éducation). La diversité des membres du C2D permet que se rencontrent des niveaux d'expertise très divers : expériences de mère de famille ou de responsable d'entreprise, élue locale, jeunes sans emploi, ingénieurs d'études, retraités de l'industrie ou de l'agriculture, universitaires. Les « tenus pour acquis » (Goffman, 1973) de la communauté des décideurs sont invités à se confronter à ceux du monde associatif, syndical ou des habitant.e.s d'un village, d'une cité.

Force est de constater aujourd'hui que la participation des citoyennes et des citoyens se rétracte de façon inversement proportionnelle à la concentration et l'hyperstructuration de la vie locale. Quelle alliance territoriale est possible dans ces conditions ? Au-delà d'une expression citoyenne, ces travaux montrent tout l'intérêt d'une science participative pour renouveler les connaissances sur les territoires, si l'on considère qu'ils sont avant tout ces lieux où vivent « les gens », comme les appellent certains.

1. Une auto saisine citoyenne pour contribuer au renouvellement de l'action publique

Le C2D, collectif de citoyen.e.s bénévoles, considérant que ce sont essentiellement les avis d'« experts » (élu.e.s, universitaires, chercheur.e.s, agents des administrations publiques, technicien.ne.s, consultant.e.s) qui sont mis en avant sur ces sujets, a souhaité donner la parole à celles et ceux qui pratiquent et sillonnent concrètement le territoire, pour savoir comment sont vécues ces transformations et quels sont leurs impacts au quotidien. Le C2D a cherché à identifier les effets que produisent, au jour le jour, les politiques de redécoupage géographique, de métropolisation, de mutualisation, de transferts de compétence entre échelons institutionnels. Quels sont, d'un point de vue citoyen, les sujets et problématiques à traiter ? Quels enjeux sont perçus ? Le C2D a choisi de restituer l'expérience habitante en fonction de trois réalités territoriales distinctes, chacune induisant un vécu et un rapport particulier à la métropole bordelaise :

- Les zones rurales proches
- Les franges de l'agglomération
- L'international.

2. Des rencontres publiques pour accueillir la parole habitante

La méthode consiste à partir d'expériences territoriales faites de pratiques et de représentations. Pour inviter les habitant.e.s à exprimer leurs vécus et leurs ressentis, le C2D a conçu et organisé trois ateliers participatifs. Chacun a été construit à partir d'une question de départ spécifique. Ces rencontres ont permis de réunir plus de 150 participant.e.s (habitant.e.s, associations, élu.e.s, chercheur.e.s, étudiant.e.s...) et de produire des relevés d'observations, des posters d'idéations, des tableaux de propositions et des vidéos de restitutions et/ou d'échanges. Quatre intervenant.e.s ont également été invité.e.s à mettre en perspective les questions posées et/ou les matériaux récoltés. Enfin, des notes de discussions ont été écrites par des chargé.e.s d'études de l'Agence d'Urbanisme de Bordeaux Métropole Aquitaine (A'urba) dans l'optique de mettre en relief un ou des contenus particuliers, de prolonger les échanges, d'y apporter des compléments, notamment en mettant en regard expertise technique et points de vue citoyens.

2.1 La métropole bordelaise et les zones rurales proches

Pour échanger sur les relations entre la métropole bordelaise et son hinterland rural, le C2D a organisé un forum ouvert aux Chantiers Tramasset (Le Tourne [33], juin 2016). Ancien chantier naval reconverti en entreprise d'insertion, les Chantiers Tramasset restaurent et remettent à l'eau les vieux gréements et

embarcations traditionnelles de la Gironde (gabarres, pinasses) et d'ailleurs. C'est également un lieu culturel associatif prisé qui accueille des concerts et festivals, notamment dans la période touristique. Proche de Bordeaux, au bord de la Garonne, il figure une position intermédiaire entre rural et urbain, passé et avenir, économie sociale et culture. La méthode participative a été choisie pour faire émerger des problématiques territoriales de manière spontanée et le plus librement possible. L'objectif est de donner à voir ou entendre le regard et les attentes que portent et projettent des ruraux sur la métropole bordelaise sans tomber dans une opposition binaire ville/campagne mais en ayant à l'esprit l'ambivalence des modèles, les interactions, les interdépendances.

L'atelier réunit une soixantaine de participant.e.s. Tou.te.s étaient invité.e.s à répondre à la question ouverte : « *que pensent les ruraux de la métropole bordelaise ?* ». La place du marché (moment du forum où l'on collecte sur des *post-it* les sujets dont les participant.e.s veulent parler) précède la mise en place de six espaces de discussions thématiques sur la mobilité, l'agriculture, la gouvernance territoriale, la culture, le développement économique et la dualité ville/campagne. Sur chacune de ces thématiques, les discussions permettent de faire émerger des éléments de constats et des propositions concrètes. Swanny Serrand, *designer* de services chez Plausible Possible (agence conseil en innovation), analyse à chaud les échanges, au regard de la démarche « Les villages du futur » (renouveau des politiques publiques rurales dans la Creuse) qu'elle a accompagné. Joëlle Zask, philosophe qui questionne les formes démocratiques de la participation citoyenne, autrice de « La démocratie aux champs » (Zask, 2016), conclut en livrant son regard sur l'atelier et sur le monde rural en général, qu'elle juge moteur et source de modernité démocratique. Les différences de densité urbaine, la visibilité d'un espace rural agricole, la protection de l'environnement naturel, le patrimoine et l'usage récréatif qui en est fait, influent sur la vision qu'ont les habitant.e.s des métropoles comme de ceux du milieu rural des différences qui persistent entre le rural et l'urbain. Quelle vision (négative ou positive) ont les métropoles du monde rural ? Quelles réticences ont les communautés de communes rurales à s'intégrer dans les métropoles ? Les considérations strictement économiques, comptables ou administratives sont percutées par de nouvelles idéologies liées à la crise climatique, la protection de l'environnement, l'alimentation, la santé.



Forum ouvert sur le rural aux Chantiers Tramasset (juin 2016)

2.2 La métropole bordelaise et les franges de l'agglomération

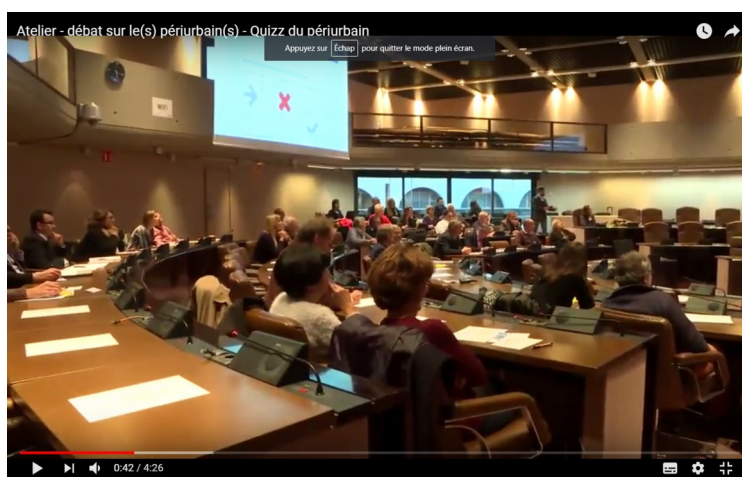
Pour travailler sur les relations de la métropole bordelaise et ses franges périurbaines, le C2D choisit d'organiser un atelier débat à l'hôtel de Bordeaux Métropole (9/11/2016). Ce dispositif a pour objectif, en replaçant la périphérie au centre des échanges, d'identifier en quoi les périurbain.e.s participent au développement et de la construction de la métropole bordelaise. Là encore, l'ambition est de sortir d'une opposition binaire centre/périphérie.

L'atelier réunit une soixantaine de participant.e.s. Il débute par le quizz du périurbain proposé par le CGET (Commissariat Général à l'Égalité des Territoires) sur son site Internet afin de déconstruire les stéréotypes et les clichés véhiculés sur ces territoires. Le public écoute ensuite une conférence du géographe Michel Lussault lors de laquelle il revient sur l'histoire des banlieues françaises, leurs particularités, leur grande

diversité et leurs potentialités. Ce dernier a notamment été invité car il soutient depuis plusieurs années, l'idée que pouvoirs publics et professionnels de la ville doivent apprendre à « faire projet » dans le périurbain, forme d'urbanisation désormais la plus caractéristique (avec les grands ensembles d'habitat collectif) de notre époque.

Enfin pour répondre à la question: « *En quoi les franges de l'agglomération participent de la construction de la métropole ?* », le C2D répartit les participant.e.s en autant de groupes de discussions que d'axes composant le projet de mandature 2014 - 2020 de Bordeaux Métropole. Les grandes orientations de développement à l'horizon 2020 en matières d'économie, de mobilité, de logement de qualité de vie sont alors discutées. Le thème « vie(s) sociale(s) et culturelle(s) » permet de compléter cette analyse sur les relations entre centre et périphérie. Chaque porte parole de groupe présente sa synthèse et invite Michel Lussault, expert du jour, et le reste des participant.e.s à réagir.

Ces deux heures d'échanges (accessibles sur la chaîne Youtube du C2D⁴) ont permis de sortir d'une appréhension stéréotypée des espaces périurbains, trop souvent réduite aux problématiques auxquelles ces espaces doivent faire face : tout-auto, nuisances industrielles, étalement, déficit d'espaces publics de qualité, etc. Au terme de l'atelier, les restitutions des tables donnent à voir des territoires qui, au contraire, participent pleinement du dynamisme de la métropole bordelaise ou lui offrent des perspectives nouvelles de développement, et ce pas uniquement d'un point de vue économique: diversité de l'offre résidentielle, vie culturelle variée, réseaux de sociabilité ancrés, patrimoines historiques, naturels et bâtis, lieux ouverts à de nombreuses inventions (nouveaux rapports aux animaux, à la nature, à la démocratie), etc. En somme, le périurbain, incarnation de la « France moche » et des quartiers déshérités jusqu'à il y a peu, serait, de l'avis même de ses habitants, l'espace où se recrée une ville devenue trop contrainte dans son habillage UNESCO....



Quizz périurbain et conférence de M. Lussault
dans la salle du conseil de Bordeaux Métropole (novembre 2016)

2.3 La métropole bordelaise et l'international

Les membres du C2D s'intéressent aux relations de la métropole bordelaise avec l'international et prêtent attention aux effets de la globalisation à partir des expériences et du vécu des habitant.e.s. Le C2D s'inscrit dans le sillage d'études en sciences économiques et sociales qui traitent de *la mondialisation par le bas*. Celle-ci se distingue des dimensions habituelles de la mondialisation : coopérations institutionnelles, échanges universitaires, commerce et finance internationaux, filières économiques, etc.

Le C2D organise le 10 mai 2017, un *world café*⁵ à l'hôtel de Bordeaux Métropole pour comprendre comment les personnes en migration ou en mobilité internationales, habitant ou visitant la métropole bordelaise, la questionnent et la transforment.

La rencontre se déroule en trois temps. Olivier Pliez, géographe, introduit la soirée afin de contextualiser les

4 https://www.youtube.com/watch?v=0wIEQ_KFr4&list=PLrIjHGCvqb9IX0f4f7433pgFJ7kMU3HUd

5 Dispositif d'animation de discussion collective visant à échanger et polliniser les idées des participant.e.s.

échanges. L'objectif est que chacun.e des participant.e.s soit à même d'appréhender les effets de la mondialisation qui se jouent à l'aulne de leur propre parcours de vie. En effet, O. Pliez prête attention aux signaux faibles des échanges internationaux et à côté desquels passent, selon lui, la plupart des collectivités locales. Pourtant, par exemple, force est de constater que nombre d'entre elles (Aubervilliers, communes des banlieues lyonnaises et madrilènes, etc.), à tout le moins certains de leurs quartiers, doivent en partie leur regain d'activité à des communautés immigrées (chinoises, maghrébines, africaines...).

Trois rounds de discussion sont ensuite mis en place autour de trois questions, avant une synthèse de restitution.

Environ soixante personnes, étranger.ère.s ou en contact avec un autre pays (pour des raisons familiales, personnelles ou professionnelles) discutent autour des questions suivantes :

- Qu'est-ce qui vous surprend ou vous a surpris en arrivant sur Bordeaux et son agglomération ? Qu'est-ce que les personnes arrivant d'ailleurs vous disent de l'agglomération ?
- Qu'est ce que vous importez, apportez, rapportez ou aimeriez importer, apporter, rapporter de votre pays d'origine ou de votre dernier voyage ? Qu'est-ce que les communautés au contact desquelles vous êtes aimeraient (re)trouver sur Bordeaux et son agglomération ?
- Pour quelle(s) raison(s) avoir choisi Bordeaux (et pas Toulouse ou Poitiers par exemple) ?

Le world café a permis de faire émerger des attentes (ou constats) partagées par nombre de personnes issues de l'immigration ou en contact avec elles : être mieux accueilli dans les services publics quand on parle peu ou pas le français, célébrer la diversité culturelle (et pas seulement le vin !), aménager une gare routière pour les lignes de bus internationales, accompagner le développement de l'offre de liaisons aériennes avec l'Afrique de l'Ouest...



Un participant localise son pays d'origine sur un planisphère au moment de son arrivée au world café (9 mai 2017)

3. Les savoirs citoyens : expertises d'usage et propositions concrètes

La description synthétique des ateliers qui précède montre une proximité avec l'éducation populaire: il s'agit de co-construire les savoirs avec des expert.e.s et des universitaires dont les textes seront lus ou abordés à travers des résumés. Ces apports seront intégrés dans la réflexion menée par les citoyen.ne.s, quel que soit leur niveau d'étude, car ils portent sur un sujet qui les intéresse et les a mobilisés sur un temps assez long. Cependant la mission première de l'auto saisine est bien de renseigner et interpellier la sphère politique par un rendu efficace et concret, comportant des préconisations. Sans présenter le compte-rendu complet (bientôt disponible en ligne), voici quelques unes des propositions formulées par les participant.e.s en fonction des thématiques discutées lors des ateliers.

3.1 Mobilité

Les préoccupations en matière de mobilité ont animé chacun des trois ateliers. Pour les habitant.e.s du rural, du périurbain ou en contact régulier avec l'étranger, se déplacer est un enjeu du quotidien et se révèle souvent être un véritable parcours du combattant. Lors d'une séance, une des tables de discussions enregistre la souffrance des habitant.e.s de haute Gironde dont les trajets quotidiens pour Bordeaux s'allongent de près d'une demie-heure par jour tous les ans selon leurs dires, dans d'interminables embouteillages.

Elles et ils préconisent donc les solutions suivantes :

- Créer de nouvelles voies
 - sur les chemins de fer abandonnés ou convertis en pistes cyclables (piste Bordeaux Sauveterre de Guyenne par exemple) pour y faire circuler des transports en commun aux heures de pointe.
 - des lignes de bus péri-métropolitaines (Blaye – Libourne – Créon - Langon)
 - sur les fleuves, Dordogne et Garonne, en amont et en aval de Bordeaux
- Améliorer le réseau de transport en commun existant
 - en augmentant les cadences de certaines lignes Trans Gironde
 - en élargissant le rayon d'influence des lignes métropolitaines dans les tissus périurbains grâce à l'association du vélo ou du transport en commun de proximité (itinéraires à la demande, taxi collectif, horaires coordonnés, etc.)
- Aménager
 - des parcs relais à l'entrée de l'agglomération (sud notamment)
 - des aires de covoiturage où il en manque (ex : à l'échangeur de Bazas sur l'A65)
 - des arrêts de bus en « stations de services »
 - une gare routière métropolitaine
- Mettre au point
 - un « plan voiture périurbain »
 - un outil numérique d'aide aux déplacements pour les personnes à mobilité réduite
- Soutenir
 - le télétravail
 - le covoiturage grâce à la mise en ligne d'une plate-forme numérique efficace
 - la mobilité, vers et depuis, l'international (particulièrement Europe de l'Est et Afrique)
- Installer
 - un bureau des temps
 - une gouvernance à l'échelle des 255 communes de l'aire urbaine bordelaise, avec les associations d'usagers et de professionnels

3.2 Alimentation

Les questions de production agricole vivrière et d'approvisionnement alimentaire ont animé les ateliers. Elles ont notamment été posées lors de discussions sur l'agriculture en milieu rural ou sur le développement économique des zones périurbaines.

- Concevoir
 - un projet alimentaire territorial
 - un plan de maraîchage métropolitain (Bègles et vallée des Jalles)
 - une politique publique « ceinture agro-maraîchère en zone rurale proche »
- Soutenir
 - l'installation de maraîchers (mise à disposition de foncier et investissement financier)
 - l'agriculture urbaine et périurbaine en conservant les espaces naturels et agricoles, en permettant l'occupation temporaire de friches et la mise en culture de certains espaces publics

3.3 Rapport à l'autre et diversité

Le rapport à l'autre, la diversité sociale, les réseaux de voisinage et d'entraide ont été des sujets récurrents. Leur prégnance témoigne de l'importance pour les pouvoirs publics de s'en saisir, quand bien même leurs compétences ne s'exercent pas directement sur ces sujets.

- Mettre au point une politique touristique inclusive
- Organiser des festivités mettant à l'honneur des pays étrangers
- Lancer des études sur des thèmes « ville cosmopolite et urbanisme », « flux migratoires », etc.

3.4 Culture et vies sociales

La culture, au sens de l'offre culturelle, et la sociabilité ont également été des sujets animant les discussions.

- Établir un contrat de réciprocité ville/campagne « programmation culturelle contre programme alimentaire », « ceinture agro-maraîchère en zone rurale proche contre ceinture culturelle périurbaine »

3.5 Développement économique

Que ce soit par rapport à l'impact territorial et paysager des activités économiques ou pour des questions d'emploi, l'économie reste un sujet majeur de préoccupations des habitant.e.s.

- Sortir de logique extensive (les entrepôts) pour rentrer dans logique d'intensité, notamment grâce à une activité agricole vivrière périurbaine
- Créer de l'activité en milieu rural (accueil de formations difficiles à développer en ville, tourisme de proximité...) pour sortir des « communes dortoir »

3.6 Démocratie locale

La vie démocratique des territoires, qu'elle soit abordée sous l'angle de la citoyenneté ou de la gouvernance, est aussi un sujet majeur de réflexion collective.

- Inventer
 - une « citoyenneté de flux », prenant en compte les différents territoires de vie (travail, loisirs...) et pas seulement le lieu de résidence
 - une démocratie d'implication où l'habitant.e est contributeur.trice et l' élu.e facilitateur.trice
 - de nouvelles formes de coopération territoriale locale

Beaucoup de ces préconisations recourent des projets déjà étudiés par les services des collectivités ou les agences d'urbanisme (A'urba, agence d'urbanisme bordeaux métropole Bordeaux Aquitaine). Dans ce cas, elles les valident par un regard citoyen et rassurent les élu.e.s sur les possibilités d'une bonne gouvernance. D'autres vont à l'encontre de la doctrine urbaine : densifier la ville et éviter son étalement urbain, par exemple, ne prend pas en compte celles et ceux qui habitent déjà dans la périphérie, ou ceux qui ont fait le choix du rural malgré tout. Enfin des propositions créatives affluent sur des sujets qui ne paraissent pas immédiatement du domaine du possible dans une pensée économique : agriculture urbaine, trafic fluvial, échanges interculturels.

Conclusion

L'alliance des territoires affleure derrière presque chacune de ces propositions. La prise de parole citoyenne met sur le même niveau le thème de l'alimentation, celui de la démocratie locale et celui de l'économie. Joelle Zask (id., 2016) fait l'hypothèse que l'origine de la démocratie est l'agriculture et les communautés qui la pratiquent : le développement sans précédent des jardins partagés et de l'agriculture urbaine portée par le réseau associatif ces dernières années n'est-il pas une illustration de cette hypothèse ? Mettre au

centre des politiques publiques les questions de soin, d'alimentation, de santé, d'environnement, d'éducation est une autre façon de penser la ville, qui conteste une vision technocratique (souvent masculine), marquée par la performance technologique et économique et la rationalisation des méthodes de gestion. Les autosaisines du Conseil de Développement Durable (précarité, genre et ville, le son de la ville pour n'en citer que quelques unes) nous montrent que l'alliance démocratique des territoires aurait à gagner à cette bascule des référentiels que la philosophe Fabienne Brugère, ancienne présidente du C2D de Bordeaux Métropole, appelle l'inversion du *care* (Brugère, 2008). Face à la domination du centre, l'écoute attentive des territoires ruraux et périurbains est donc probablement une des conditions centrales de l'alliance, allant de pair avec le renouvellement de la démocratie locale.

On peut objecter (comme cela a été fait au colloque de Rennes où nous présentions notre travail) que les conseils de développement (et avec eux les autres instances de démocratie participative, conseils de quartier, etc.) sont des microcosmes peu représentatifs. Cependant 200 conseils de développement et 14 000 personnes qui se réunissent tour à tour trois ou quatre fois par mois, encadrés par des professionnels, pour travailler sur des sujets de société, c'est un travail réel même s'il est pour une grande part bénévole. Le C2D de Bordeaux Métropole, paritaire et ouvert à la diversité grâce à la formule du tirage au sort qui concerne 1/3 de ses membres, est probablement plus représentatif (même s'il est moins légitime) que la plupart des assemblées élues. Cela a permis, par exemple, qu'un membre du C2D qui n'a pas Internet chez lui puisse discuter au sein du conseil de la numérisation des services publics, une expertise d'une rare intensité. Quelle qu'ait été la part de calcul ou de démagogie préalable à la création des instances participatives, les personnes qui les ont habitées y ont fait leur nid. Ils participent à la vie démocratique de cette manière, comme d'autres dans la vie associative ou des mandats syndicaux ou électoraux.

D'autres ont pu objecter (cela a été fait au colloque de Rennes également) la faiblesse scientifique des informations produites dans ce cadre. On peut y répondre assez simplement en valorisant cette production dans le champ de la science politique : la question de la participation n'est-elle pas au cœur de l'alliance des territoires ? De leur gouvernance ? La faiblesse de participation démocratique dans l'élaboration des SCoT, des PLUi, des PLH n'augure-t-elle pas les difficultés de la planification ? Dans ce cas l'analyse et la description d'un processus participatif ont toute leur légitimité. Mais d'autres aspects pourraient être également évoqués pour valoriser la production de cette autosaisine dans les sciences de l'aménagement de l'espace. L'approche par les représentations, à travers le témoignage des citoyen.ne.s et leur élaboration d'un savoir collectif nous montrent des territoires imbriqués, des individus « spatiaux » (Lussault, 2007) engagés dans une lutte des places, des compromis, des arrangements. L'espace mobile (Retailé, 2005) est celui d'individus en constant déplacement qui franchissent trois fois par jour et vingt fois par semaine les limites de leur commune, de leur agglomération, de leur région. Penser le territoire comme une juxtaposition ou superposition de territoires administratifs sans tenir compte de cette fluidité revient à considérer comme premières les instances qui les gouvernent et secondaires celles et ceux qui les habitent. Leur apparition dans la recherche (celle de leurs corps, de leurs affects, de leurs intérêts, de leurs calculs) sert à l'inverse de support à une interrogation critique des savoirs sur les territoires, la cartographie, la statistique économique et sociale.

L'auto saisine citoyenne, appuyée par les moyens des collectivités qui lui font confiance, fait apparaître de nouveaux objets « infra politiques » : l'alimentation, les déchets, le bruit, les animaux et les végétaux. D'autres objets plus classiques sont revisités à partir d'émotions, de sentiments, de dimensions cachées : mobilités vues par les femmes, souffrance des habitant.e.s des périphéries, sentiment d'abandon des ruraux. Il faut considérer le statut de ces connaissances non pas à l'aune d'une évaluation scientifique qui s'adresserait de façon presque exclusive à des « gros » objets déjà repérés dans la production scientifique internationale, consommateurs de budgets et dispositifs de recherche, mais comme des corpus intermédiaires qui nous alertent sur les changements à venir : chaque fois qu'un nouveau sujet de société émerge (le terrorisme, l'effet des pesticides, les micro-particules, le harcèlement sexuel) on se demande avec effarement comment il se fait qu'on n'ait aucune donnée !

Ces connaissances glanées démocratiquement sont un bon moyen de faire advenir des fonds pour la recherche, des bourses de thèses, des programmes. L'alliance des citoyen.ne.s, des expert.e.s et des scientifiques dans une démarche de création de nouvelles connaissances nous semble ainsi utile pour interroger la notion d'alliance des territoires et ouvrir des perspectives scientifiques.

Bibliographie

- Brugère, 2008, *Le sexe de la sollicitude*, Le Bord de l'Eau, Bordeaux
- Choplin A. & Pliez O., « Des mondialisations plus discrètes. Vers une nouvelle géographie des échanges mondiaux », *La Vie des idées*, 4 octobre 2016. ISSN : 2105-3030. URL : <http://www.laviedesidees.fr/Des-mondialisations-plus-discretes.html>
- Goffman E., 1973 [1959], *La mise en scène de la vie quotidienne*, Ed. Minuit, Paris
- Lévy J., 2013, *Réinventer la France : Trente cartes pour une nouvelle géographie*, Fayard, Paris
- Lussault M., 2007, *L'homme spatial*, Seuil, Paris
- Lussault M., 2013, *L'urbain s'étale*, revue Esprit n°393, *Tous périurbains !*, Paris
- Pasquier R., 2012, *Le pouvoir régional. Mobilisations, décentralisation et gouvernance en France*, Presse de Sciences po, Paris
- Raibaud Y., 2013, *Ville et urbanité. Trois questions à la métropole bordelaise*. Congrès National de l'Association des Professeurs d'Histoire et de Géographie. Athénée municipal de Bordeaux, oct. 2013, Bordeaux, France <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00931050>
- Raibaud Y., 2009, *Géographie socioculturelle*, Logiques Sociales, L'Harmattan, Paris
- Retailé, D., 2005, L'espace mobile, in Antheaume, Benoît & Giraut, Frédéric (éd.) *Le territoire est mort. Vive les territoires! Une (re)fabrication au nom du développement*. Paris, IRD : 175–202.
- Zask, J., 2016, *La démocratie aux champs*, La Découverte, Paris